

Prochain dossier :
Vers la fin du charbon en Chine

Débat. Faut-il changer l'enseignement de l'économie au lycée?

Il faut une approche pluridisciplinaire

Erwan Le Nader
Président de l'Association des professeurs d'économie et de sciences sociales (Apses)

À l'Apses, nous regrettons que les programmes de sciences économiques et sociales (SES) aient, depuis 2010-2011, cloisonné l'enseignement entre les sciences économiques d'une part, la sociologie et les sciences politiques de l'autre. Notre ambition est de donner aux élèves les clés de compréhension des grands enjeux contemporains. Cela passe par une démarche intellectuelle, un travail de problématisation, de méthodologie, de confrontation de la théorie aux faits, ainsi qu'une approche pluridisciplinaire – faisant appel à la sociologie, à la science politique... – plutôt qu'un enseignement de la seule microéconomie déconnectée de la réalité.

Les notions de microéconomie sont évidemment traitées en cours mais en partant des grandes questions de société : la croissance, le chômage, la mondialisation... Faute de quoi étudier le concept d'« utilité marginale », par exemple, n'a en soi aucun sens pour les élèves.

Notre discipline est pluraliste et l'objectif n'est pas de donner une mauvaise image de l'entreprise et de l'économie de marché, comme cela est régulièrement reproché à l'enseignement des SES. Ce dernier se doit d'être neutre et n'a pas pour objectif de promouvoir un acteur contre un autre. Notre première préoccupation est avant tout que les SES soient accessibles au plus grand nombre. Or, actuellement, seuls 85 % des élèves de seconde générale et technologique suivent l'enseignement d'exploration de SES – qui n'est doté que de 1 h 30 par semaine. Nous demandons qu'il soit généralisé.

Recueilli par Marie Dancer

Enseigner l'économie comme on enseigne la physique

Pierre-André Chiappori
Professeur à l'université Columbia de New York, membre du groupe de travail de l'Académie des sciences morales et politiques sur l'enseignement de l'économie au lycée

Il faut effectivement changer l'enseignement de l'économie au lycée. Actuellement, elle est pour l'essentiel enseignée comme la philosophie : beaucoup d'histoire de la pensée, d'étude des auteurs, des questionnements sur les grands problèmes du monde... Or il faudrait plutôt enseigner l'économie comme la physique, qui est basée sur des concepts scientifiques et des questions techniques précises.

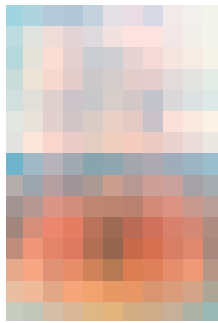
En effet, l'économie est une science, qui a ses propres concepts et théories. Plutôt que d'interroger les élèves – comme je l'ai déjà constaté – sur la question de sa-

voir s'il faut coordonner les politiques économiques en Europe, il faudrait leur enseigner l'économie de base, c'est-à-dire le fonctionnement du marché, les mécanismes de l'offre et de la demande, la théorie des jeux... Sinon, c'est comme si, en cours de sciences physiques, on débattait de la sécurité des centrales nucléaires au lieu de parler de la théorie des forces.

Depuis 2010, les programmes ont commencé à réorienter l'enseignement des sciences économiques et sociales (SES). Mais il manque encore une place accrue pour la micro-économie, la théorie des jeux, la notion de risques... Même si elle est utile, la macro-économie est encore trop présente aujourd'hui dans l'enseignement, alors que beaucoup de problèmes macro-économiques contemporains sont trop compliqués pour des lycéens. D'ailleurs, ils ne font même pas l'objet d'un consensus entre les économistes eux-mêmes.

Recueilli par Marie Dancer

Le livre



Idées reçues sur le burn-out

Jean-Claude Delgènes,
Agnès Martineau-Arbes,
Bernard Morat. Éditions
Le Cavalier bleu, 160 p., 18 €.

Le mot est galvaudé, employé souvent à tort et à travers. Le burn-out a remplacé dans le langage courant le surmenage ou la dépression. Pas question pour autant de nier la réalité d'un phénomène en expansion depuis une trentaine d'années, à mesure que la crise économique a mis les organisations – et ceux qui y travaillent – sous pression.

Le travail de pédagogie réalisé par les trois auteurs de l'ouvrage – deux médecins du travail et un expert de la prévention des risques en milieu professionnel – est à cet égard bienvenu. Grâce à leur effort de simplification, chacun – professionnel ou salarié – peut comprendre la mécanique de ce syndrome d'épuisement professionnel, amplifié par les nouvelles techniques de management et par la porosité entre vie professionnelle et vie privée, rendue possible par les nouvelles technologies.

Le burn-out touche les femmes plus que les hommes.

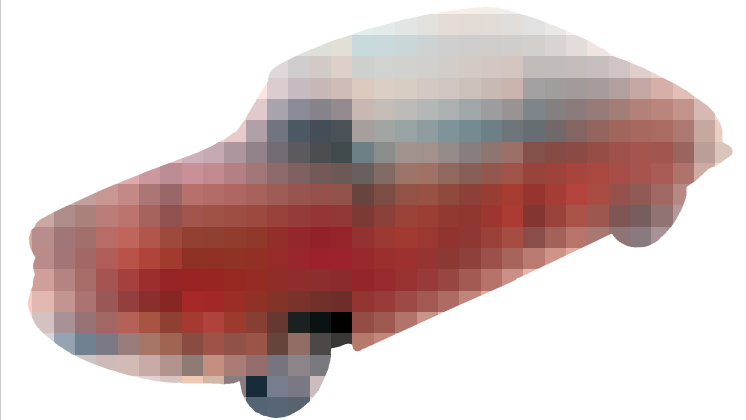
Le burn-out – terme inventé dès le début des années 1970 par un psychiatre allemand – est de mieux en mieux cerné. Plus qu'une maladie, cette « affection des battants (...) est le résultat d'un processus qui conduit celui qui en est victime de l'engagement des débuts et du plaisir au travail jusqu'à l'épuisement professionnel et l'effondrement de toute la personnalité », décrivent les auteurs.

Chapitre après chapitre, ils démontent les préjugés sur le burn-out, qui touche d'abord les fonctionnaires – en particulier les personnels de santé, les agriculteurs, et les femmes plus que les hommes. Le reconnaître comme maladie professionnelle permettrait, selon les auteurs, de mettre en place de véritables politiques de prévention.

Emmanuelle Réju

L'objet. Installée près de Bordeaux, Minialuxe commercialise des modèles réduits de voitures anciennes.

Le nouveau succès des Minialuxe



Bordeaux
De notre correspondant régional

À défaut d'entrer à l'Élysée assis à l'arrière de la voiture présidentielle, les candidats malheureux à l'élection peuvent se consoler avec le cadeau que leur a fait parvenir l'entreprise Minialuxe : une reproduction miniature de la fameuse DS 19 noire du général de Gaulle, entourée de cinq motocyclistes.

Clin d'œil aux candidats – et joli coup de communication – : la petite société girondine avait pris soin d'envoyer à tous les prétendants, avant le scrutin, cette réplique parfaite au 1/43^e. Jean-Luc Mélenchon, Marine Le Pen et Benoît Hamon ont été les premiers à saluer le geste par un petit mot adressé à Minialuxe.

Depuis son siège de Canéjan, près de Bordeaux, cette PME commercialise des répliques miniatures des voitures françaises ayant circulé au temps des Trente Glorieuses. La société a en réalité été créée en 1953, à Oyonnax, dans l'Ain, et a produit des millions de voitures en plastique jusqu'à sa disparition en 1978.

En 2010, Marc Faujanet, homme d'affaires bordelais qui a

fait fortune dans l'immobilier de santé, se met en tête de redonner vie à la marque. Il se lance deux ans plus tard et rachète à l'héritière du fondateur un contrat de licence pour vingt ans.

Prudente, la nouvelle société édite un premier modèle : une Renault 5 orange que les nostalgiques ne tardent pas à s'arracher. Depuis, une centaine de références – DS, 2 CV, 404, R8... – figure au catalogue. Toutes fabriquées en zamak – un alliage de zinc, d'aluminium, de magnésium et de cuivre – et éditées à 500 exemplaires. Numérotées, elles sont vendues entre 20 € et 110 €. Si la France représente 80 % du marché, Minialuxe exporte aussi en Belgique, au Japon et en Australie. Pour l'heure, la fabrication est réalisée en Chine, mais l'entreprise affirme réfléchir à la rapatrier en Europe.

En attendant, Minialuxe, qui emploie sept salariés, s'apprête à célébrer les 70 ans du lancement par Citroën du fourgon type H : d'ici à la fin 2017, l'ex-« panier à salade » de la police, devenu le véhicule préféré des restaurateurs ambulants, sera proposé aux collectionneurs.

Jean-Jacques Allevi

